

CHRISTIAN VANDERMOTTEN  
ET JEAN VANLAER

## *Partis et élections depuis 1946*

### *Un bref rappel de l'origine du système des partis*

Si l'on excepte de petites formations, souvent récentes, l'éventail politique belge, dont la stabilité est remarquable, résulte de l'interaction et du recoupement de trois clivages sociétaux. Ceux-ci étant développés par ailleurs dans ce numéro, nous nous limiterons ici à l'essentiel. Le *clivage Eglise-Etat*, qui domine toute la vie politique belge au XIX<sup>e</sup> siècle, opposa, au sein des couches dominantes, le Parti catholique au Parti libéral, expression de la bourgeoisie anticléricale. A la fin du siècle dernier, le *clivage capital-travail* se traduisit par l'apparition d'un mouvement socialiste qui dut mener une longue lutte pour obtenir, par le biais du suffrage universel, une représentation parlementaire spécifique pour la classe ouvrière. Plus tard, le *clivage communautaire* se superposera aux deux clivages précédents, en se concrétisant d'abord par l'émergence de partis spécifiques, puis en fractionnant les trois partis traditionnels. Les clivages traditionnels, souvent renforcés le long des mêmes lignes de fracture par le clivage communautaire, conduisirent à une société divisée en subcultures organisées et dotées chacune d'une représentation politique propre, ce qui fut favorisé par l'adoption précoce de la représentation proportionnelle. Ces traits fondamentaux se lisent encore largement dans la structure électorale des partis : les sociaux-chrétiens demeurent un parti catholique interclassiste alors que le noyau de l'électorat socialiste demeure ouvrier et laïque ; les libéraux se sont par contre réalignés depuis un quart de siècle en une droite « bourgeoise » classique et ont abandonné leur anticléricalisme traditionnel. Enfin, il est manifeste que l'impact passé et présent des clivages confession-

nels, en détournant une forte proportion de travailleurs chrétiens du vote de gauche, a entraîné, d'une manière durable, la faiblesse relative de celui-ci, faiblesse qui, en Europe, ne s'observe guère qu'en Suisse, au Luxembourg et, dans un contexte tout à fait différent, en Irlande.

*Jusqu'au début des années 60 :  
la pérennité des oppositions traditionnelles*

Mis à part les élections de 1946, qui, comme dans beaucoup d'Etats européens, se caractérisèrent par un fort vote de gauche (notamment par le maximum historique réalisé par le Parti communiste), les premières élections de l'après-guerre, tout comme la consultation populaire sur le retour du roi Léopold III, traduisirent la pérennité d'oppositions traditionnelles mises en place au XIX<sup>e</sup> siècle. Rappelons-en les points essentiels.

Au sud, une Wallonie axée sur le sillon Haine-Sambre-Meuse, en fait deux bassins ouvriers, nés d'une révolution industrielle classique fondée sur le charbon et la sidérurgie. Cette industrialisation ne fut pas le fait d'une bourgeoisie régionale, qui fut toujours numériquement faible, mais bien du grand capital bancaire belge dont les leviers de commande étaient situés à Bruxelles. Cette Wallonie prolétarienne et précocement déchristianisée devint la principale zone d'influence socialiste. Au contraire, le Sud-Est wallon, par ailleurs très peu peuplé (moins de 5 % de la population belge), était — et est encore largement — une région rurale traditionaliste, catholique et conservatrice.

Au nord, la Flandre constitua longtemps une véritable « périphérie » dans le contexte national. Ici, pas de révolution industrielle significative au XIX<sup>e</sup> siècle, sauf à Anvers et Gand (les premiers foyers socialistes flamands), et une région profondément catholique, pauvre, culturellement et linguistiquement minorisée dans l'Etat belge dont les élites et l'administration étaient exclusivement francophones. Là où une timide industrialisation débutera, ce sera sous la forme d'entreprises petites et moyennes et du fait de capitaux locaux, dans le contexte d'un consensus populiste fondé sur l'encadrement par le petit clergé et la collaboration de classes. De même, la prise de conscience régionale sera ici surtout de nature culturelle et linguistique.

Les graphiques montrent bien, jusqu'aux élections de 1965, à quel point l'opposition entre le Nord et le Sud est radicale. A côté des deux grands partis « hégémoniques », seuls les libéraux ont une audience analogue en Flandre et en Wallonie.

*La rupture de 1965 : début de la poussée fédéraliste, réalignement libéral*

Au début des années 60, les données changent. La Wallonie perd de plus en plus d'emplois industriels, ses ressources charbonnières ne jouent plus le rôle attractif du passé. Cette situation est d'autant plus mal ressentie que s'accroît la prospérité de la Flandre. Les grandes grèves de 60-61, bien plus suivies au sud qu'au nord, le développement rapide de la Flandre, soit du fait d'une bourgeoisie locale dynamique à l'ouest, soit du fait des investissements étrangers à l'est, et dont le poids s'accroît dans l'Etat, et, d'autre part, la baisse de la pratique religieuse et le recul des valeurs traditionnelles, vont induire, sur différents plans, une modification des rapports de force entre les courants politiques. Celle-ci se traduira de manière éclatante aux élections de 1965, qui constituent sans doute la rupture majeure dans les scrutins de l'après-guerre.

Cette rupture se traduira d'une part par l'émergence et la croissance rapide des partis fédéralistes, dans des conditions spécifiques à chaque région, puis, plus tard, conduira à la scission des trois partis traditionnels entre leurs ailes flamandes et francophones. En Wallonie, la perspective d'une désindustrialisation rapide inquiète les milieux ouvriers et syndicaux. Ceci se traduit par une temporaire poussée communiste au détriment du Parti socialiste. Quant au courant fédéraliste qui apparaît ici (le Mouvement populaire wallon), il est de gauche et milite à la fois pour l'autonomie régionale et pour des réformes de structure anticapitalistes. C'est dans cette optique que seront élus les premiers députés fédéralistes à Liège et à Charleroi. Née à gauche, la revendication fédéraliste représentée par le Rassemblement wallon gagnera plus tard à sa cause d'anciens électeurs sociaux-chrétiens et libéraux. Cette poussée fédéraliste se fait d'abord sans le Parti socialiste, demeuré unitaire ; ce n'est en effet qu'après la scission du courant socialiste, en 1978, en un PS francophone et un SP flamand, que les socialistes wallons, profitant il est vrai des déchirements du RW, pourront reprendre à leur compte la revendication fédéraliste.

En Flandre, la poussée régionaliste se traduit par la forte croissance du Parti nationaliste flamand (la Volksunie, issue des rangs catholiques dans les années 50) jusqu'en 1971, mais aussi par le ralliement progressif des autres partis aux thèses fédéralistes, à commencer par les sociaux-chrétiens, qui, même en déclin relatif, ont toujours constitué la première force politique de la région.

A Bruxelles, enfin, où l'électorat est peu encadré par des grandes

« subcultures » et donc très mobile, un parti fédéraliste centriste francophone, le FDF (Front démocratique des Bruxellois francophones), bâtit ses premiers succès au détriment de la social-démocratie, pour ensuite, à l'instar du RW, mais avec des pourcentages bien plus élevés, conquérir de nombreux électeurs sociaux-chrétiens et libéraux.

Le deuxième volet, tout aussi important, de la rupture de 1965 est constitué par une forte poussée libérale, dans les trois régions. Cette poussée traduit à la fois le véritable repositionnement des libéraux par rapport aux clivages sociétaux traditionnels — ils abandonnent leurs thèses anticléricales et le vote libéral devient donc possible pour la bourgeoisie catholique — et la baisse d'influence du catholicisme. Au contraire, les socialistes conservent leurs positions laïques et ne réalisent dès lors aucune percée significative chez les catholiques pratiquants. Entre 1965 et 1981, la poussée libérale sera partiellement remise en cause, surtout en Wallonie et à Bruxelles, du fait des succès fédéralistes, mais sans que les pourcentages ne redescendent aux niveaux assez faibles enregistrés avant 1965.

*1981 : réalignement à droite,  
émergence de nouveaux courants politiques*

Dans un contexte différent — on est bien loin des années de prospérité — et après plusieurs gouvernements de coalition sociaux-chrétiens - socialistes, le scrutin de novembre 1981 marque une nette percée des idées néo-libérales. Il ne s'agit plus ici d'un réalignement des libéraux, encore que ceux-ci tiennent désormais un langage fort « thatchérien » — c'est notamment le cas des libéraux flamands du PVV —, mais bien d'un repositionnement de nombreux électeurs de droite et de centre-droit, qui choisissent, en votant libéral, la formation politique qui se pose le plus clairement en adversaire des socialistes et de l'étatisme. Ce scrutin, qui est celui de la bipolarisation socio-économique, fera perdre aux sociaux-chrétiens, au nord comme au sud, le quart de leur électorat, les amenant à leur minimum historique (ils regagneront une partie du terrain perdu en 1985 pour le reperdre en 1987). Ce laminage, ce réalignement au sein de l'électorat de droite toucheront aussi le FDF à Bruxelles, mais pas la Volksunie. Quant au courant fédéraliste wallon, déjà en déclin dès 1977 avec le passage de son aile droite au parti libéral, il poursuivra ensuite son déclin en tant que parti spécifique : le PS assume désormais ce rôle dans une Belgique fédéralisée, ce qui lui permettra de progresser en 1985 et en 1987, pour obtenir 44 % des voix wallonnes aux dernières élections. Le PS wallon a par ailleurs conscience, du fait de

l'assez faible poids socialiste à Bruxelles, que c'est dans la Wallonie seule (donc sans Bruxelles) qu'il pourra exercer son hégémonie, ce qui renforce la revendication régionale wallonne au détriment de l'aspiration communautaire francophone (Wallons et Bruxellois francophones confondus) à laquelle surtout les libéraux sont plus attachés.

Les élections de 1981 et celles qui suivent (y compris les élections européennes de 1984 et 1989, que nous n'avons pas considérées dans nos graphiques, du fait de la nature différente de ces scrutins) verront aussi l'émergence de nouveaux courants politiques, essentiellement les écologistes et la droite protestataire. Les uns et les autres, au-delà de leurs projets politiques totalement opposés, toucheront des couches sociales et des régions qui échappent aux subcultures et aux clivages classiques. Les écologistes, qui représentent en 1987 7 % de l'électorat (avec un sommet de près de 14 % aux élections européennes de 1989), attirent un électorat jeune, de salariés tertiaires urbains et suburbains, mais réalisent aussi, plus récemment, de bons scores dans certaines zones industrielles traditionnelles.

Novembre 1981 sera d'autre part le sommet électoral de l'UDRT (Union démocrate pour le respect du travail), parti protestataire de droite, essentiellement francophone et bruxellois, ultra-libéral, anti-fiscal et anti-étatique, dont l'électorat sera ensuite progressivement récupéré par les libéraux. Là aussi, mais plus nettement encore, ce sont les zones urbaines tertiaires qui sont touchées, surtout l'axe Bruxelles-Brabant wallon-Namur-Luxembourg, perpendiculaire au vieux sillon industriel et siège des comportements politiques « alternatifs » : c'est dans le même axe que le Rassemblement wallon, lorsqu'il avait un large spectre politique, réalisait ses meilleurs résultats.

Enfin, les élections des années 80 verront l'émergence, encore peu marquée, de l'extrême droite. En Flandre, le Vlaams Blok, issu à l'origine de militants radicaux de la Volksunie déçus par les concessions de leur parti lors du pacte communautaire de 1977, s'est réaligné en devenant un véritable parti d'extrême droite. Celui-ci entra au Parlement européen en 1989, en attirant 6,6 % des suffrages flamands. Aussi bien les thèmes de campagne du Vlaams Blok que son implantation urbaine (plus de 20 % à Anvers aux élections européennes de 1989) le rapprochent de ses homologues européens, et notamment du FN français. A Bruxelles par contre, l'extrême droite reste divisée, ce qui la minorise dans une région où, xénophobie et forte proportion d'immigrés (27 % d'étrangers, en tenant compte, il est vrai, des fonctionnaires internationaux) aidant, le potentiel d'extrême droite est sans doute aussi important qu'à Anvers.

*La carte électorale de la Belgique en 1987*

Deux cartes permettent de faire le point sur la géographie électorale actuelle de la Belgique et d'y localiser l'impact des grands clivages traditionnels.

La première carte, en croisant le niveau de la pratique religieuse (il s'agit ici des derniers chiffres publiés au niveau local, en 1972 ; le pourcentage national était de 34 %, alors que le niveau actuel doit se situer aux alentours de 20 %) et le pourcentage d'ouvriers dans la population active (33 % lors du recensement de 1981), localise en quelque sorte les « niches écologiques » mises en place par la superposition du clivage Eglise-Etat et du clivage capital-travail. A ce propos, notons que ces clivages ne s'appuient plus sur les mêmes réalités sociologiques. Le sillon wallon, au terme d'une longue et douloureuse désindustrialisation qui a vu la croissance du tertiaire banal (la direction économique est très largement absente de la Wallonie) et le chômage remplacer les emplois ouvriers perdus, est aujourd'hui très fractionné et la proportion de travailleurs manuels y est à présent inférieure à celle de la plus grande part de la Flandre. Le PS y reste cependant la force dominante, à la fois par le poids des clivages passés et par le rôle de fer de lance fédéraliste qu'il joue désormais. La pratique religieuse, quant à elle, est en recul rapide, mais ce fait n'hypothèque pas nécessairement l'avenir des partis sociaux-chrétiens ; ceux-ci construisent en effet leur influence sur un réseau « subculturel », particulièrement puissant en Flandre, qui comprend à la fois des écoles (plus de la moitié des élèves belges fréquentent l'enseignement catholique subventionné par l'Etat), des hôpitaux, des syndicats et des mutuelles, réseau qui s'avère au moins aussi important pour la survie du pilier « catholique » que la pratique religieuse proprement dite.

La deuxième carte constitue un essai de typologie des comportements politiques locaux. En Wallonie, les bassins d'industrie lourde — même en voie de tertiarisation — apparaissent bien comme les principales zones d'hégémonie socialiste. Celles-ci sont encadrées par d'autres régions où le PS, moins dominant, se voit disputer la première place par les sociaux-chrétiens ou par les libéraux, notamment dans le Brabant wallon, grande banlieue résidentielle de Bruxelles. Le Sud-Est rural wallon, malgré une forte poussée socialiste, reste dominé par l'affrontement entre sociaux-chrétiens et libéraux, pour le contrôle de l'électorat conservateur.

En Flandre, le Parti social-chrétien flamand (CVP) reste en tête dans la majorité des cantons mais a perdu ses positions hégémoniques

du passé. Il domine nettement certaines zones traditionalistes où il incarne un consensus populiste : c'est le cas, notamment, du Courtrais, à l'ouest, marqué par un capital local dynamique. Au contraire en Campine, au nord-est, l'industrialisation massive des années 60, dans une région jadis peu peuplée et sans bourgeoisie locale, a été surtout le fait des multinationales, et si le CVP y conserve de fortes positions, il doit cependant compter avec une vive concurrence socialiste.

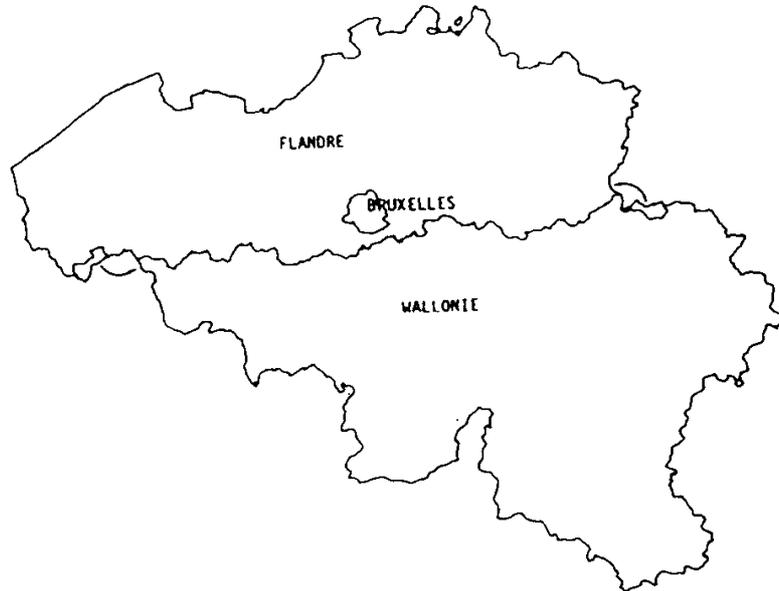
#### ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE

- N. Delruelle-Vosswinkel, F. Noël, J. Vanlaer et C. Vandermotten (1989), Les élections communales du 9 octobre 1988 : évolution des familles politiques et géographie électorale, *Bulletin trimestriel du Crédit communal de Belgique*, 43<sup>e</sup> année, n° 3, p. 31-49 + annexe 43 p.
- R. E. De Smet et R. Evalenko (1956), *Les élections belges. Explications de la répartition géographique des suffrages*, Bruxelles, Editions de l'Institut de Sociologie de l'Université Libre de Bruxelles.
- X. Mabile (1986), *Histoire politique de la Belgique. Facteurs et acteurs de changement*, Bruxelles, Editions du CRISP.
- C. Vandermotten (1980), Le poids électoral du PCB et de la gauche en Wallonie et à Bruxelles, *Socio-géographie électorale (1946-1979)*, *Cahiers marxistes*, n° 86, p. 26-40.
- C. Vandermotten (1980), L'option fédéraliste, aboutissement d'une production sociale de l'espace. Pistes pour une géographie politique de la Wallonie, *Cahiers marxistes*, p. 26-48.
- J. Vanlaer (1984), *200 millions de voix. Une géographie des familles politiques européennes*, Bruxelles, Société Royale Belge de Géographie.
- J. Vanlaer (1984), Géographie des élections européennes de juin 1984 (en Belgique et dans la Communauté), *Revue belge de Géographie*, n° 108-1, p. 1-54.

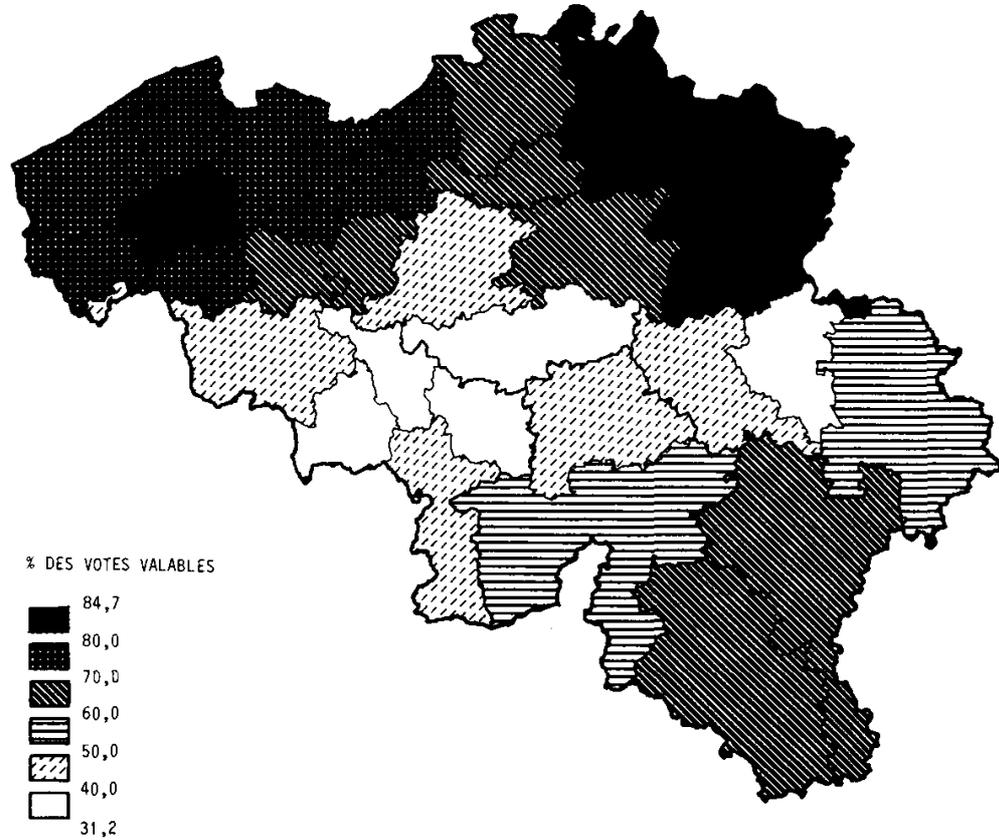
RÉSUMÉ. — *Cet article retrace les grandes lignes de l'évolution électorale de la Belgique (et des trois régions qui la composent) depuis 1946. Après avoir rappelé l'origine du système des partis, qui repose sur le recoupement de clivages religieux, socio-économiques et communautaires, les grandes ruptures électorales de l'après-guerre sont développées et explicitées sur base des mutations économiques et culturelles qui affectent, de manière différenciée, les trois régions. Enfin, une analyse géographique de l'impact actuel des clivages qui fractionnent la société belge est esquissée et mise en relation avec les types locaux de comportement électoral.*

## ANNEXES

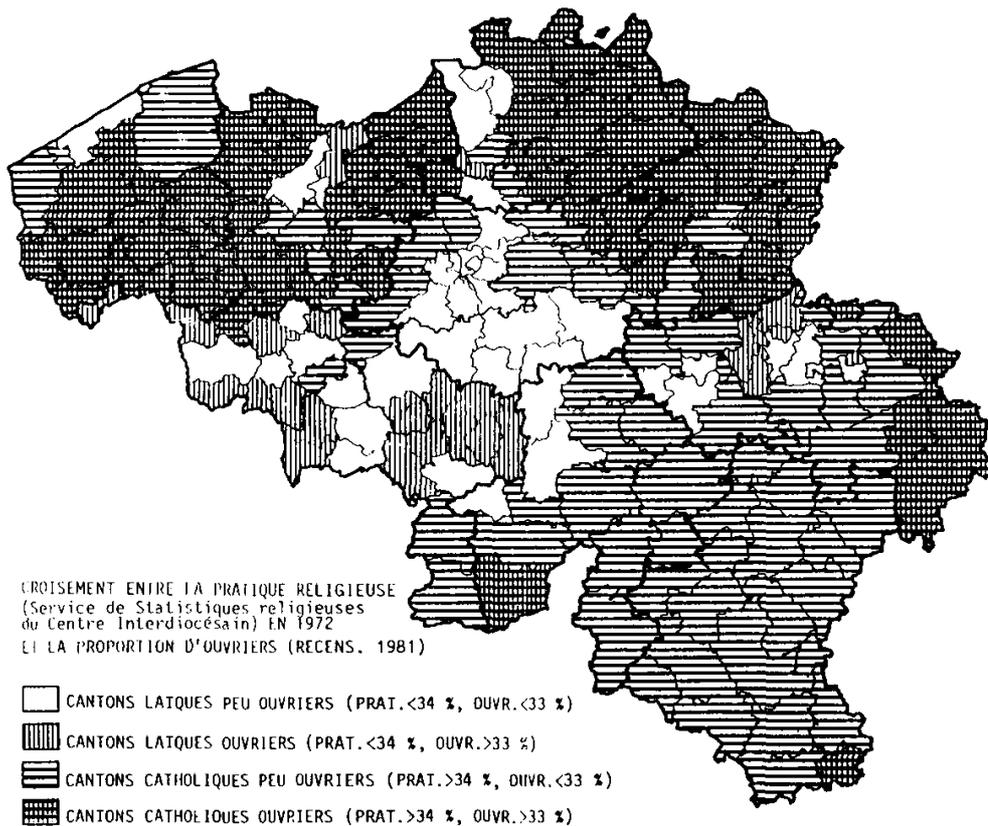
### *Les limites actuelles des régions*



CARTE 1. — *Votes en faveur du retour du roi Léopold III*  
*12 mars 1950*



**CARTE 2. — Pratique religieuse et pourcentage d'ouvriers**



**CARTE 3. — Types de comportements électoraux  
aux élections législatives de 1987, Chambre**

